

## **Appel de professeurs de l'Université Complutense de MADRID**

Les soussignés: professeurs agrégés, professeurs sous contrat, chercheurs et boursiers d'investigation de l'Université Complutense, en tant que responsables devant la société de différents domaines de la connaissance (quoiqu' à titre personnel et pas en représentation de cette institution), désirons manifester publiquement notre préoccupation face à la tournure concrète que prend le processus de construction d'un Espace Européen de l'enseignement supérieur, en ce qui concerne les structures éducatives, ainsi que la notion même d'université et du rôle de celle-ci dans l'enseignement supérieur. Conscients du besoin d'importantes transformations en vue de son amélioration, nous voulons cependant avertir du de la nécessité d'un débat public où certains aspects particulièrement importants pourraient être soumis à la critique.

- Nous sommes inquiets que les transformations de l'université soient planifiées sans l'indispensable débat public ou que, dans ce débat, les nombreuses voix qui doivent y participer ne laissent pas entendre les avis des professeurs et des étudiants universitaires.
- Nous sommes inquiets que, sous prétexte que l'université doit être au service de la société, ce dont personne ne doute, les agences et les institutions extra-universitaires viennent à se multiplier et que celles-ci, dirigées par le pouvoir politique ou par de puissants groupes de pression, dirigent la politique interne des universités.
- Nous sommes inquiets que, sous prétexte que l'université doit répondre aux demandes sociales, mais en interprétant de façon clairement réductionniste qu'est-ce qu'est la société, l'université soit mise au service exclusif des entreprises et que seule soit prise en considération la formation des professionnels dont celles-ci ont besoin.
- Nous sommes inquiets qu'on méprise ouvertement tout autre type de demandes sociales dont l'importance n'est pas moindre et qui sont sans intérêt marchand, mais proches des objectifs d'une partie des étudiants, par exemple la recherche d'une solide formation théorique dans une spécialité scientifique ou humanistique ou la volonté de s'adonner à une grande variété d' arts et de savoirs qui font partie du patrimoine culturel européen digne d'être préservé et transmis.
- Nous sommes inquiets que les changements ne respectent pas les particularités des différentes matières universitaires et qu'un modèle unique soit appliqué pour chaque licence où domine presque totalement la professionnalisation dans le cadre d'une conception dominante des savoirs clairement utilitariste. Nous sommes notamment inquiets que les critères d'"évaluation de la qualité" deviennent des modèles rigides qui rendent impossible la nécessaire diversité des études universitaires.
- Nous sommes inquiets que, envahis par ce que certains appellent la "culture de la qualité", l'université finisse par être gérée comme une entreprise, ce qui en fait implique qu'elle soit conçue comme une activité du secteur services, que la connaissance devienne une marchandise, et les étudiants des clients.
- Nous sommes inquiets que certains "experts" en éducation universitaire aient décidé que l'adaptation des étudiants au marché du travail soit la seule fin de l'université et que cela se traduise dans l'acquisition de "capacités, dextérités et compétences", ce qui

en fait suppose un vidage de contenus sous le masque d'un nouveau langage d'origine extra-académique. Nous sommes inquiets très spécialement que nos autorités académiques aient commencé à parler de l'acquisition de connaissances comme d'un "élément limitant", comme s'il s'agissait d'un vieil habit duquel il faudrait se débarrasser au plus vite.

- Nous sommes inquiets que parmi les objectifs non explicités de l'essor que ces prétendus experts en éducation ont décidé donner aux compétences, habiletés et adresses déjà nommées,-en détriment des connaissances propres à chaque discipline-figure, au moins dans le cas spécifique espagnol, l'intention de donner une fausse solution à l'échec scolaire des étudiants, dérivé de la formation inadéquate avec laquelle ils accèdent à l'université, et qui a obligé beaucoup de facultés à créer des "groupes zéro" afin de pallier à ce problème. Dans ce contexte, et sous le mot d'ordre"de l'enseignement de l'apprentissage", la nécessité d'une réflexion pédagogique, indispensable en vue de l'amélioration de l'enseignement universitaire, devient un prétexte pour accorder à une discipline particulière, la psychopédagogie, la fonction de diriger toutes les autres. Nous craignons qu'une transformation de ce genre ne conduise qu'à une augmentation démesurée du travail bureaucratique du professeur (programmation, calendriers, guides de l'enseignement...) qui réduira ses énergies sans améliorer pour autant la qualité de son enseignement. Vu ce qui est arrivé avec l'enseignement secondaire en Espagne, cela est d'autant plus alarmant.
- Nous sommes inquiets qu'on avance vers une université où les professeurs ne soient pas fondamentalement évalués à leurs mérites comme enseignants et chercheurs, mais à leur capacité d'adaptation aux nouvelles technologies de l'information et la communication (TIC) et à la pédagogie qui prétend "apprendre à apprendre", et, qu'ainsi, on arrive à une université définie par une moins grande exigence de qualification chez ses chercheurs et ses enseignants (ce qui, en effet, permet une diminution des coûts).
- Nous sommes inquiets qu'on n'envisage pas une étude sérieuse des nécessités économiques de cette réforme universitaire (possible augmentation du personnel, réaménagement des immeubles, nouveaux équipements) sans quoi elle est condamnée à l'échec. Tout ceci est d'ailleurs relié à la prétention selon laquelle cette réforme pourrait être mise en place sans une augmentation du financement public ("coût zéro")
- Nous sommes inquiets plus spécifiquement que la tendance politique est à une réduction du poids économique du secteur public dans l'enseignement, et au conditionnement du financement public à l'obtention préalable d'un financement privé (qui est euphémiquement dénommé "externe") au point de transformer cette exigence en une surprenante condition de qualité (comme il en est déjà le cas avec les mentions de qualité des programmes de doctorat). Nous sommes donc inquiets que, à la suite d'un nouveau système de financement universitaire, les universités se voient obligées à concevoir leur fonction comme la simple production des marchandises pour lesquelles les entreprises voudront payer.
- Nous sommes inquiets que les différences sociales dans l'accès à enseignement supérieur ne s'accroissent; il est surtout à craindre, dans la plupart des universités, que les diplômes de licence deviennent à terme un simple "passeport" pour accéder au

monde du travail, tandis que les diplômés de doctorat, ceux qui vraiment introduisent une différence de qualification, feront l'objet d'une simple transaction marchande.

- Nous sommes inquiets que la formation continue et la flexibilité du curriculum des professeurs et des étudiants que cette réforme soutient, ne soient l'occasion et l'alibi pour réduire le niveau de qualification de l'enseignement supérieur, ce qui en fait contribuera à former de futurs salariés dont les conditions de travail seront dégradées et qui se verront soumis à une mobilité extrême dans le territoire européen, tel que le réclament les employeurs.
- Nous sommes inquiets, enfin, que la communauté universitaire n'exige pas d'être écoutée, et contente du simple "sauve qui peut", ou, comme le dénonce l' Université de Paris VIII, du "chacun pour soi et le marché pour tous": Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de l'éducation supérieure dans le cadre de l'État social de Droit.

Madrid, mars 2005